



TEMPS FORT samedi 22 janvier 2011

L'heure d'enterrer le mythe du village suisse

François Modoux

L'étalement urbain qui mite la campagne a une longue histoire. L'utilisation judicieuse du territoire helvétique a beau être discutée depuis plusieurs décennies, elle est restée une quête chimérique dans un pays fédéraliste qui a survalorisé la vie à la campagne. Mais depuis peu, les mentalités changent. Sous la pression des besoins, un consensus se cristallise pour densifier les villes et préparer le pays à héberger un jour 10 millions d'habitants

La ronde des marteaux-piqueurs

C'est un village imaginaire dans un canton non identifié. A Güllen, autour de la villa rose, la vie s'écoule paisiblement. Les arbres sont en fleurs, il n'y a pas d'école, les enfants s'adonnent à des jeux buissonniers, les hommes labourent la terre. Le paysage champêtre montre une vie toute de quiétude. Ce mercredi 6 mai 1953, Güllen respire l'harmonie et l'ordre, dans son écrin qui semble immuable.

Ce tableau est le premier d'une série de sept due au pinceau du peintre suisse Jörg Müller. L'ensemble, choisi pour illustrer cette double page, raconte ce qui est arrivé à Güllen, de 1953 à 1972 - l'espace d'une génération. D'abord discrets, les changements s'accroissent. Une voiture bleue traverse les champs; le ruisseau est canalisé; les haies disparaissent, remplacées par des clôtures; l'électricité éclaire la maison rose; une petite usine fume au loin; des bulldozers font irruption; des silos se dressent à la place du petit bois; un gros tuyau déverse son contenu dans l'étang désormais pollué.

Ainsi évolue le paysage, soumis à «la ronde annuelle des marteaux-piqueurs», jusqu'à ce dernier tableau, daté du mardi 3 octobre 1972: rasée, la jolie villa rose! Il n'en reste rien, aucune trace, pas une pierre. A sa place, on a construit une autoroute où l'on roule à toute vitesse. Les dernières prairies environnantes accueillent des villas dortoirs pour citadins harassés. Un panneau proclame: «La vie à Güllen va devenir plus confortable, nous construisons un centre commercial, 500 places de parking».

L'œuvre éloquente de l'artiste biennois, qui illustre cette double page, connaît un succès international dès sa publication, en 1973. En Suisse, elle interpelle, inquiète, irrite. Bien sûr, l'accès généralisé au réfrigérateur, au téléphone et à la voiture réjouit tout le monde. Mais Jörg Müller met le doigt là où ça fait mal. Il écorne l'image idyllique que les Suisses cultivent de leur pays. «Le monde n'est pas un conte de fées», se défendra le peintre. Ses dessins réalistes remuent des doutes encore inavoués mais embryonnaires. C'est ça la vie? Où mène la consommation effrénée? Que devient la Suisse lancée dans une course accélérée vers la modernité?

L'AVERTISSEMENT DE MAX FRISCH

En 1955 déjà, Max Frisch mettait en garde les Suisses. «Ce que nous ne voulons pas, écrivait-il dans *achtung: die Schweiz!*, c'est le funeste mélange que l'on commence à voir autour de nos villes, à savoir ces villages à moitié urbanisés et ces centres à moitié villageois.» Epargnée par la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse se modernise à la faveur de deux décennies euphoriques. Les années 50 et 60 sont marquées par une exceptionnelle croissance économique et démographique. Le «miracle économique» amène prospérité et sécurité sociale pour le plus grand nombre, non sans ombres au tableau. La construction tous azimuts d'usines, de bureaux, de maisons d'habitation et de vacances ainsi que de routes réduit la surface agricole utilisable et dénature des paysages jusque-là intacts. Des immeubles typiquement urbains essaient le paysage des stations alpêtres. Les Suisses découvrent la spéculation foncière: les prix du sol dans les agglomérations atteignent des niveaux si vertigineux que son utilisation devient inabordable pour une majorité. L'urgence de la situation s'exprime par une image choc popularisée par le pamphlet de Max Frisch: toutes les 3 secondes, 1 m² de terre agricole disparaît

La question de la maîtrise judicieuse du sol est posée. Toutefois, le citoyen helvétique, méfiant envers l'emprise de l'Etat sur l'économie et la vie des individus, ne veut pas d'entrave au développement. De même qu'une initiative socialiste visant à freiner la spéculation foncière échouera dans les urnes en 1967, il n'y aura pas d'organisation nationale du territoire obéissant à des principes restrictifs. Fédéralisme oblige, l'utilisation, la mise en valeur et la sauvegarde du sol sont laissées au bon vouloir des cantons et des communes. La Confédération utilise ses maigres compétences pour inviter les cantons à définir des zones agricoles et de détente non constructibles. Mais les pouvoirs locaux sont réticents à réglementer et protéger.

La magie de la «décentralisation concentrée»

Né dans les années 40, le concept de «décentralisation concentrée» devient, en 1973, la pierre angulaire d'une «conception directrice» du développement de la Suisse jusqu'en l'an 2000. Ce document de référence, baptisé CK-73, écarte une densification assumée des grandes villes et consacre le projet d'une Suisse organisée autour d'un tamis de villes moyennes, complémentaires et interconnectées. Le réseau des villes suisses – 43 localités comptent plus de 10 000 habitants en 1960 – doit être «renforcé de façon équilibrée». Dans cette vision idéale de l'urbanisation du pays, la promotion des centres secondaires doit limiter le basculement économique et démographique du pays sur les centres principaux.

Sur le terrain, nécessité fait loi. La Suisse change de visage, comme l'illustrent les fresques de Jörg Müller. Le réseau routier s'étend. Le rail, héritage vieillissant du XIXe siècle, se modernise. Ces axes de transport nouveaux et plus performants draineront les nouvelles zones d'habitation dans un étalement urbain qui paraît aussi peu raisonnable que maîtrisable. La campagne se couvre d'asphalte et de béton en même temps que le trafic en ville s'intensifie. Les Suisses deviennent pendulaires: travail à la ville, domicile au vert proche des champs et des vergers, dans les petites localités qui ceignent les centres principaux.

L'esprit du «Dörfli» a une longue histoire

Dans cette phase de transition accélérée, la vie en ville est associée à des images négatives tandis que le cadre de vie des bourgs et des villages non loin des aires urbaines a toujours plus la cote. Il faut dire que cette double représentation a une longue histoire forgée dès les premières Expositions nationales. Celle de Zurich en 1883 et plus encore celle de Genève en 1896 ont contribué à créer un mythe autour du «village suisse» et de la vie à la campagne. Dans une Suisse qui s'industrialisait, s'urbanisait et s'ouvrait aux étrangers, le «Dörfli» y était mis en scène comme un lieu idyllique, de paix et d'harmonie. Le symbole de la patrie helvétique qui a résolu l'improbable équation de se constituer en famille unie. Face à la naissance du monde ouvrier, la bourgeoisie voyait dans le «village suisse» une image rassurante qui célébrait un consensus social pourtant loin d'être une réalité. Cette référence constante du nationalisme helvétique a imprégné si durablement l'inconscient collectif des Suisses que Hugo Loetscher écrit encore en 1990: «Parlez de la Suisse, en Suisse, et l'on vous racontera des campagnes, des paysans, mais jamais des villes. La mode est de donner de la Suisse, aussi parmi les écrivains, une image tout à fait fautive: celle d'un pays de montagnes et de paysans!»

La construction à tous crins devait bien éveiller une résistance. Au tout début des années 1970, des citoyens déclenchent une onde verte. Adeptes du slogan *small is beautiful*, ils pensent protection des terres arables et conservation d'une agriculture locale capable de nourrir la population. Ils se mobilisent pour défendre le patrimoine historique du cœur des villes contre de grands projets immobiliers inspirés par l'euphorie de la croissance. «On nous accusait d'être malthusiens», se souvient Laurent Rebeaud. Cofondateur et premier président des Verts, il sera un pionnier de l'écologie au Conseil national avec Daniel Brélaz qui y fut le premier élu «écologiste».

La «question» des étrangers

Dans l'élan des folles années du miracle économique, la question qui fâche le peuple suisse est pourtant d'une autre nature. C'est celle des étrangers. L'admission de 800 000 immigrés entre 1945 et 1965 pour servir une économie tournant à plein régime a créé un puissant malaise. En croissance continue depuis 1940, la part des étrangers dans la population résidante en Suisse atteint un pic à 17% en 1970. Le réflexe de repli fait de l'immigrant le bouc émissaire tout désigné pour ces nouveaux maux de la société helvétique que sont l'inflation, la spéculation et une prétendue dilution de l'identité nationale. La vague xénophobe culmine le 7 juin 1970 lors du vote sur l'initiative populaire demandant le renvoi d'environ 400 000 étrangers. 46% des votants se retrouvent du côté de James Schwarzenbach. C'est une brèche sérieuse dans le consensus national.

En 1968, le Conseil fédéral charge l'économiste Francesco Kneschaurek d'imaginer l'évolution de l'économie suisse jusqu'en 2000. Né au Tessin, fils d'un hôtelier, docteur de la respectée Haute Ecole de Saint-Gall, ce spécialiste de la prospective économique publie une série d'études entre 1969 et 1974. Dans la première, il imagine que la Suisse pourrait compter 10 millions d'habitants en l'an 2000. Ce scénario, une variante parmi d'autres, frappe les esprits. «Perspective inquiétante», titre le Journal de Genève.

tout à ses projections mathématiques, le professeur a mécaniquement appliqué aux trente années à venir les spectaculaires taux de croissance de l'immigration enregistrés depuis 1945. Les critiques sont vives. Manque de rigueur, aveuglement... Le professeur est aussi accusé d'instrumentaliser la démographie pour faire le lit des xénophobes qui chauffent les esprits contre une Suisse «surpeuplée».

En 1974, le professeur Kneschaurek fait son mea culpa: «Les prévisions relatives à une Suisse comptant 10 millions d'habitants deviennent de plus en plus utopiques.» En corrigeant ses pronostics, il prend acte, avec retard, de la forte régression du taux de natalité. La chute, effective depuis 1962, a été restituée dans toute son ampleur par le recensement national de 1970. S'ajoutent les premières mesures de restriction de la population étrangère prises par le Conseil fédéral pour calmer les craintes populaires. Et quand, en 1973, le premier choc pétrolier plonge l'économie mondiale dans une récession généralisée, la Suisse exporte son chômage: 200 000 immigrés privés de travail rentrent au pays. Défendant une approche «réaliste» – «nous ne sommes ni ne serons jamais des prophètes» – Kneschaurek pronostique en 1974 que la Suisse comptera 7 millions d'habitants en 2000. Vingt-cinq ans plus tard, on en dénombre 7,288 millions.

10 millions d'habitants en 2038... ou plus tôt?

Musclée par la libre circulation des personnes en vigueur depuis juillet 2002, la démographie affole de nouveau les statistiques. Le solde migratoire annuel moyen pour la décennie 2000–2010 a bondi à 57 297 personnes. La seule année 2008, la Suisse a enregistré l'arrivée record de 161 629 immigrés et la balance migratoire – le solde entre les arrivées et les départs d'étrangers – a atteint 103 363 individus, un record inégalé depuis 1961. C'est comme si, en une année, l'on ajoutait à la Suisse la population cumulée des communes de Saint-Gall et de Neuchâtel. Or ces arrivants étrangers sont majoritairement en âge de procréer et de travailler. En 2009, 66% d'entre eux ont entre 20 et 39 ans; la part des 20–65 ans atteint 85,7%.

L'élan des années 2000 à 2010 a logiquement réveillé l'idée d'une Suisse à 10 millions d'habitants. Dans un scénario «élevé» – par opposition à la variante «moyenne» dite «de référence» – l'Office fédéral de la statistique (OFS) pronostique que la barre des 10 millions sera franchie en 2038. Le démographe Philippe Wanner, ancien collaborateur de l'OFS et désormais professeur au LaboDémo de l'Université de Genève, estime «tout à fait vraisemblable» ce scénario dit «élevé»: «Tout y concourt. On est même parti pour y être plus vite que les pronostics officiels ne l'imaginent. La Suisse à 10 millions d'habitants, ce n'est pas un tabou!»

Le chercheur énumère les multiples carburants de cette robuste dynamique démographique: un Etat peu endetté, une fiscalité attractive, une monnaie stable, une économie performante et historiquement ouverte au monde, un niveau de vie élevé pour l'Europe, des filières de formation de qualité, des services publics plutôt performants, un niveau de sécurité réjouissant. Et puis le prochain départ à la retraite des baby-boomers (les enfants nés entre 1945 et 1965) provoquera un appel d'air massif sur un marché du travail asséché. «Toutes les décisions de politique économique vont dans le sens de rendre la Suisse plus compétitive et plus attractive. Elle restera donc une terre

«l'immigration très désirée.» Le scientifique s'en rend compte, note-t-il, «cet apport de population sera un facteur de croissance et de prospérité pour la grande majorité des habitants».

Et le vieillissement de la population, qui fait se lamenter nombre d'experts inquiets pour le financement des prestations sociales? Sur ce point aussi Philippe Wanner détonne. Oui, la grande vieillesse augmentera, oui les centenaires se multiplieront (voir les chiffres en page 5). Mais les seniors vivront en bonne santé plus longtemps; ils seront nantis d'un pouvoir d'achat supérieur à celui des retraités du siècle passé. Qualifiés et équipés d'ordinateurs, nombre d'entre eux resteront actifs, à temps partiel, au-delà de l'âge légal de la retraite. Les seniors feront tourner l'industrie des loisirs et de la détente plus intensivement encore qu'aujourd'hui. Parallèlement, beaucoup d'emplois attractifs seront créés dans le secteur de la santé pour s'occuper des plus âgés. «Toujours plus de centenaires ne résideront pas à l'EMS», prédit le démographe.

La tardive réconciliation des Suisses avec la ville

En attendant, sous la pression démographique, le pays bouge, les mentalités changent. Depuis une bonne dizaine d'années, la Suisse – son territoire et ses villes – est l'objet d'une intense observation scientifique. La littérature spécialisée fleurit, faisant le portrait d'une Suisse toujours plus urbaine. «Ce n'est pas en rêvant de campagne qu'on construit des villes de qualité», proclame la Charte de l'association Métropole Suisse depuis 2002.

Une année plus tôt, les villes suisses obtenaient le statut d'acteur politique reconnu par la Confédération. Si bien qu'elles captent désormais une manne fédérale importante – des milliards de francs par année –, un levier pour accomplir leur nécessaire métamorphose.

Yvette Jaggi mesure le long chemin parcouru. Quand elle était syndique de Lausanne (1990–1998) et présidait l'Union des villes suisses, elle a mené frontalement cette bataille nationale, ferraillant contre les cantons et la Berne fédérale. Aujourd'hui, elle applaudit à la «réconciliation des Suisses avec l'urbain». Un «nouveau consensus» se cristallise à l'épreuve des bouchons autoroutiers, des trains bondés et de la pénurie chronique de logements dans les grands centres: «L'idée de rajouter de la ville à la ville fait son chemin même si l'étalement urbain sur le Plateau, favorisé par le fédéralisme, n'a jamais vraiment cessé.»

Pour densifier le tissu urbain, on projette d'élever des tours. Pour fluidifier la mobilité, on agrandit les gares, on double ou triple des lignes ferroviaires existantes, on ajoute des lignes de métro ou de S-Bahn qui irriguent les cœurs des cités. Dans les grandes villes, on réhabilite des friches urbaines, on crée de nouveaux quartiers d'habitation proches des centres. On assiste aussi au grand retour des architectes et des urbanistes, eux qui avaient laissé aux juristes les premiers rôles de l'aménagement du territoire durant les années du miracle économique.

Professeur à l'EPFL et directeur de la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), Martin Schuler tire un parallèle entre la période d'après-guerre – les années 50 à 70 – et la Suisse de 2010: «On assiste à la même mobilisation pragmatique. Sous la pression des faits et dans l'urgence, il s'agit d'adapter le pays à la nouvelle donne démographique et économique.»

«C'est bien connu, tenchient Yvette Jaggi, on ne depense que sous la contrainte. C'est dans l'urgence que ce pays trouve des solutions.»

Une Yvette Jaggi qui exulte de voir les villes suisses se densifier et, c'est moins connu, se repeupler après avoir longtemps perdu des habitants au profit des communes périphériques. Aux conservateurs de la protection du paysage qui brandissent le compteur des surfaces bâties pour alarmer l'opinion sur une Suisse dénaturée, l'amie des villes oppose les mètres carrés de surfaces nouvellement construites en zone urbaine. «Ce sont autant d'efforts pour rendre les villes désirables et prêtes à accueillir davantage d'habitants à proximité des nouveaux emplois tertiaires.» Et de disqualifier le retour des discours aux accents malthusiens: «Les craintes sont infondées. Il existe bien assez d'espaces constructibles pour une Suisse de 10 millions d'habitants.»